



## « Pourquoi nous consentons à l'impôt »

Bonjour,

Comme nous vous l'indiquions dans notre dernière lettre d'information en date du lundi 5 février, *Alternatives Economiques* a lancé une pétition défendant l'impôt progressif sur le revenu (IRPP) et sur le patrimoine (impôt sur les successions, ISF), pétition relayée par *Libération* le mardi 6 février.

Cet appel a rencontré un vif succès puisque plus de 13 200 personnes l'ont déjà signé à l'heure où nous écrivons ces lignes et que de nombreux médias s'en sont fait l'écho.

Pour autant, afin que cette opération puisse peser de manière plus significative encore dans le débat électoral actuel et aller au-delà de l'intérêt médiatique suscité lors de son lancement, nous devons réunir un nombre de signatures encore plus élevé.

Nous vous proposons donc de signer cet appel sur [www.alternatives-economiques.fr/petition](http://www.alternatives-economiques.fr/petition) et de le diffuser autour de vous, si vous ne l'avez pas déjà fait.

Merci pour le soutien que vous pourrez apporter à cette initiative.

Philippe Frémeaux  
Directeur de la rédaction d'*Alternatives Economiques*

### Appel : « [Pourquoi nous consentons à l'impôt](#) »

Nous, soussignés, assujettis à l'impôt sur le revenu, et pour certains d'entre nous, à l'impôt de solidarité sur la fortune, considérons ces prélèvements comme légitimes et sommes fiers d'apporter ainsi notre contribution aux dépenses publiques nécessaires au progrès, à la cohésion sociale et à la sécurité de la nation. Nous considérons également qu'un impôt progressif sur les successions est le corollaire indispensable des libertés économiques offertes par l'économie de marché. Le marché est facteur de progrès parce qu'il permet à l'esprit d'entreprise de s'exprimer. Mais les inégalités qu'il engendre sont mortifères pour la démocratie si aucune limite n'est mise à la transmission héréditaire de la richesse. Celle-ci doit être acquise par le travail, par le talent, et non par le simple fait d'avoir hérité de ses parents. Une société où le pouvoir économique se transmet par héritage, est une société condamnée à une croissance lente, où les rentiers l'emportent sur les créateurs et où travail et mérite perdent toute valeur.

L'Etat doit bien sûr savoir se réformer. Augmenter les impôts n'est pas une fin en soi et la liberté de chacun passe par la libre disposition d'une large part du fruit de son travail. Mais voir des candidats